

# Avant-propos

Ce rapport *Politiques agricoles : Suivi et évaluation 2022* suit et évalue l'évolution la plus récente des politiques agricoles de 54 pays du monde, notamment les 38 pays membres de l'OCDE, les cinq États de l'Union européenne qui ne sont pas membres de l'OCDE, ainsi que 11 économies émergentes et en développement : Afrique du Sud, Argentine, Brésil, République populaire de Chine, Inde, Indonésie, Kazakhstan, Philippines, Fédération de Russie\*, Ukraine et Viet Nam. C'est le 35<sup>e</sup> de la série de rapports de l'OCDE sur le suivi et l'évaluation des politiques agricoles, et le dixième qui inclut à la fois les pays de l'OCDE et des économies émergentes et en développement.

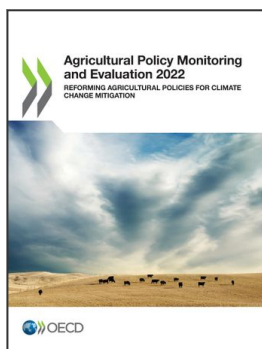
Ce rapport apporte des éclairages sur les politiques agricoles dont la complexité va croissant. Pour cela, il s'appuie sur le vaste système conçu par l'OCDE pour mesurer et classer le soutien à l'agriculture, à savoir les estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs (ESP et ESC) et les indicateurs connexes, lesquels fournissent des informations, comparables d'un pays à l'autre, sur la nature et le niveau de soutien à l'agriculture et servent de base au suivi et à l'évaluation des politiques. Ce rapport de 2022 examine plus particulièrement le rôle de l'agriculture et des politiques agricoles dans la lutte contre le changement climatique.

Ce rapport est structuré de la façon suivante. Le résumé fait la synthèse des principales conclusions du rapport. Le chapitre 1 examine l'importance du secteur agricole dans les émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) et le rôle de ce secteur dans les efforts d'atténuation mondiaux. Il fait un tour d'horizon des stratégies et des mesures mises en œuvre par les pays pour réduire les émissions de GES d'origine agricole, et formule des recommandations pour aider à concrétiser les objectifs d'atténuation du changement climatique. Le chapitre 2 dresse un panorama de l'évolution récente des politiques et du soutien agricoles, y compris les mesures supplémentaires prises pour faire face à la pandémie de COVID-19 et leurs conséquences sur le soutien agricole. Le chapitre 3 décrit les tendances générales en matière de soutien agricole. Il est suivi de chapitres consacrés chacun à l'un des pays examinés (l'Union européenne, dotée d'une politique agricole commune, fait l'objet d'un chapitre unique). Ces chapitres contiennent des aperçus résumant brièvement l'évolution des politiques et du soutien agricoles dans le pays considéré, puis des recommandations d'action pour ce pays. Sont ensuite proposées des descriptions plus complètes de l'évolution de la politique agricole, notamment s'agissant des efforts de réduction des émissions nettes de GES d'origine agricole. Une annexe statistique contenant des tableaux détaillés des indicateurs de soutien à l'agriculture est disponible dans un document distinct sur le site web de l'OCDE (<https://doi.org/10.1787/247b9928-fr>).

Le Résumé et les chapitres 1 et 2 sont publiés sous la responsabilité du Comité de l'Agriculture de l'OCDE. Le reste de l'ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE.

---

\*Ce rapport ne contient pas de chapitre par pays sur la Fédération de Russie, laquelle n'apparaît pas non plus dans les tableaux des indicateurs de soutien présentés dans l'annexe statistique. En revanche, les données agrégées relatives aux 11 économies émergentes et à l'ensemble des 54 pays pris en compte dans ce rapport comprennent celles de la Russie.



Extrait de :

## Agricultural Policy Monitoring and Evaluation 2022 Reforming Agricultural Policies for Climate Change Mitigation

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/7f4542bf-en>

### Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « Avant-propos », dans *Agricultural Policy Monitoring and Evaluation 2022 : Reforming Agricultural Policies for Climate Change Mitigation*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9487cb03-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.